

Réforme de la Zone euro : la diversion d'Emmanuel Macron

A peine investi de ses fonctions, le nouveau président de la République française s'est rendu en Allemagne pour son premier déplacement officiel afin de rencontrer Angela Merkel. Emmanuel Macron se dit déterminé à relancer le projet d'une Europe politique forte en réaction à l'euro-scepticisme ambiant qui, selon lui, prospérerait sur l'inefficacité d'une union économique et monétaire (UEM) dépourvue de gouvernance.

Il souhaite doter l'Union européenne de plus grandes capacités budgétaires. Cette proposition, qui implique une plus grande mutualisation des finances publiques en Europe, a reçu un accueil mitigé outre-Rhin. Car si les Allemands partagent le souhait de renforcer l'intégration de la Zone euro, le contenu de cette intégration diffère radicalement.

Meilleur contrôle sur les budgets nationaux pour les Allemands

Berlin insiste sur la nécessité de conférer plus de pouvoir au Mécanisme européen de stabilité pour mieux surveiller les politiques budgétaires nationales, mission actuellement dévolue à une Commission européenne jugée trop laxiste. Le gouvernement allemand paraît ferme, en apparence, sur le refus de mutualiser les politiques budgétaires au profit des Etats irresponsables. Mais cette position, destinée à rassurer les contribuables allemands, a été considérablement assouplie ces dernières années.

Rappelons qu'il était interdit, dans le cadre de l'UEM, de contraindre les contribuables européens à renflouer un gouvernement extérieur défaillant sur lequel ils n'ont aucun contrôle démocratique. Cette interdiction a été contournée par la multiplication des prêteurs publics en dernier ressort à l'échelle internationale. Le Fonds monétaire international, le Mécanisme européen de stabilité (qui devait à l'origine s'appeler mécanisme européen de solidarité avant que l'on ne réalise que cela pouvait heurter certaines sensibilités germaniques) ainsi que la Banque centrale européenne ont tous participé à divers degrés à de multiples opérations de financement des Etats en difficulté.

Ces opérations ont pour conséquence de déresponsabiliser les mauvais gouvernements (et accessoirement leurs créanciers). Les Etats deviennent moins enclins, grâce à aux subventions internationales, à remettre leur gestion en question et à alléger la bureaucratie qui pèse sur le secteur productif.

Plus de centralisation mais aussi plus de laxisme pour Emmanuel Macron

Ceci explique pourquoi un pays comme la Grèce est incapable de réformer son administration et se contente d'alourdir sa fiscalité plutôt que de réduire ses dépenses dans ce domaine. Les propositions d'Emmanuel Macron s'inscrivent dans la continuité de cette fuite en avant consistant à centraliser les politiques budgétaires européennes. L'objectif est d'affaiblir la discipline budgétaire censée peser sur les gouvernements nationaux dans un contexte de concurrence.

Le programme européen d' « En Marche ! » propose de conditionner l'accès à cette manne financière européenne « au respect de règles communes en matière fiscale et sociale ». En luttant contre la concurrence fiscale et sociale, la France espère affranchir les Etats les plus dépensiers de la nécessité de réformer leur fiscalité. Ce souhait d'harmonisation européenne ne laisse donc pas présager chez Emmanuel Macron la volonté ferme de remettre en question la lourdeur de l'administration française.

Au contraire, le chantier d'une éventuelle réforme de la Zone euro constituerait une sorte de diversion en détournant l'attention des Français. On perpétue la tradition française qui consiste à imputer des problèmes nationaux à des facteurs essentiellement extérieurs : une Union européenne insuffisamment dépensière, quand bien même les gouvernements européens prélèvent et dépensent en moyenne respectivement 40% et 47,3% de la richesse produite sur le vieux continent. Il est toujours plus facile pour un politicien d'invoquer la magie d'une croissance économique décrétée par la bureaucratie plutôt que d'admettre que notre prospérité dépend avant tout de notre capacité à entreprendre, à épargner ou à investir. Reste à savoir comment réagiront les opinions publiques quand tous les instruments budgétaires européens auront échoué à générer une croissance économique durable. Il n'est pas sûr que ces promesses illusoires servent à long terme une Union européenne dont la légitimité est déjà bien entamée.

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit